

première ligne

Hors série

RÉDUIRE LES RISQUES LIÉS AUX CONSOMMATIONS DE DROGUES

Édito

Pierre-Yves Aubert
Président

Privilégier l'humain

Dans les années 1980, l'émergence de problématiques sanitaires telles que le sida ou les hépatites a rendu nécessaire une approche pragmatique de la dépendance, visant à limiter le risque infectieux dans la collectivité. En 1991, à la suite du Conseil Fédéral, le Conseil d'Etat genevois affirme sa volonté d'appliquer une politique des dépendances s'appuyant sur quatre piliers : la prévention, le traitement, la répression et la réduction des risques. Il confie au Groupe Sida Genève la mission de développer des prestations sur ce dernier point.

Loin de tout fatalisme, la réduction des risques postule la réversibilité de la toxicomanie, pour autant que la collectivité garantisse un droit fondamental, celui de l'accès aux soins. Elle postule également qu'au-delà des images de malades ou de délinquants qui nous aveuglent quotidiennement, il y a des hommes et des femmes vivant un véritable enfer lorsque l'objet de la dépendance est une drogue déclarée illégale. Aux difficultés psychologiques s'ajoutent celles liées à la clandestinité : produits frelatés, réseaux mafieux, ostracisme social. La galère au jour le jour peut être telle qu'il a fallu créer des dispositifs de «première ligne» pour leur venir en aide.

En 15 ans, la situation sanitaire des consommateurs par voie intraveineuse s'est considérablement améliorée, l'accès aux soins et à l'abstinence facilité. Toutefois nous savons par expérience que rien n'est jamais durablement acquis. Les collaborateurs du BIPS, de Boulevards et du Quai 9 le savent bien, eux qui quotidiennement sont confrontés au fragile équilibre que nous devons maintenir entre les enjeux de santé publique et les nécessités de sécurité pour la collectivité.

Une nouvelle affirmation de la politique genevoise en la matière serait assurément une aide considérable dans l'accomplissement de cette difficile mission.

Numéro spécial 15 ans

Sur tous les fronts pour préserver la santé des consommateurs

Bilan – Quai 9, Bus d'information et de préservation de la santé, bus Boulevards, Nuit blanche ?... La réduction des risques ne peut réussir que par une adaptation constante aux fluctuations de la «scène».

Par Christophe Mani
Directeur

Première ligne, association genevoise de réduction des risques liés aux drogues créée en 2004 dans le prolongement de l'action menée par le Groupe sida Genève, a pour objectifs de contribuer à l'amélioration de la santé et des conditions de vie des personnes qui consomment des produits psychotropes, de réduire les conséquences négatives liées à la consommation : transmission du VIH/sida et des hépatites, overdoses, infections diverses, problèmes psychologiques associés à l'usage de drogues, mais aussi d'encourager le maintien du lien social et de favoriser l'accès aux institutions de soins, de promouvoir l'information et la solidarité en sensibilisant l'ensemble des partenaires de la communauté et d'exercer son rôle d'interlocuteur des autorités pour la prise en compte des nouvelles problématiques observées.

Le 30 octobre 2006 a donné l'occasion à Première ligne d'inaugurer son nouveau bus BIPS, rebaptisé Bus d'information et de préservation de la santé. Le BIPS, ouvert tous les soirs depuis le 9 octobre 1991, était la première action spécifique de réduction des risques en faveur des usagers de drogues développée en Suisse romande. Espace de prévention des risques sanitaires, il est aussi un espace de parole pour de nombreuses personnes en quête de communication et de dignité humaine. Le non-jugement, qui n'exclut pas la confrontation, y est cultivé comme une valeur essentielle permettant la rencontre. Plusieurs milliers de personnes différentes y sont venues, certaines pour un soir, d'autres très régulièrement durant ces 15 ans. Ce nouveau



MIX & REMIX

bus, le troisième, nous donne aussi la possibilité de nous adapter, de nous rapprocher des «scènes» de la drogue, même si aujourd'hui c'est plutôt l'éclatement géographique qui les caractérise à Genève.

Une lumière pour les prostituées

Le bus Boulevards a ouvert ses portes en 1996. 10 ans à favoriser la prévention auprès des personnes qui consomment des drogues et qui se prostituent. Pour ses utilisatrices, c'est souvent la lumière dans la nuit, rassurante sur ce Boulevard Helvétique glauque. Boulevards, géré en collaboration avec Aspasia, a évolué avec la mise en service d'un deuxième bus, mobile celui-ci, qui nous permet depuis 2005 de rencontrer aussi de nombreuses personnes se prostituant dans le quartier des Pâquis. Boulevards a également participé activement au développement à Genève de l'action annuelle «Don Juan» de sensibilisation des clients de prostituées à la prévention.

Le Quai 9 a été créé fin 2001, après des années de prudence des différents partenaires. Mettre sur pied un espace d'accueil et d'injection pour les usagers de drogues a été une étape difficile, mais nécessaire pour faire face aux risques pris par les personnes s'injectant des drogues hors de toute dignité dans les toilettes publiques, allées et autres parcs. La forte croissance de l'usage de cocaïne par voie intraveineuse dès 1996 et les dommages qui y sont associés ont accéléré son démarrage. Le Quai 9 est maintenant bien accepté dans le voisinage, mais aujourd'hui cerné par le chantier du tram, ce qui n'est pas fait pour arranger son image et celle des usagers de drogues.

«Nuit blanche?» est le petit dernier des projets dans lequel l'association Première ligne s'est engagée depuis 2005. Ses particularités : une gestion par dix institutions médico-sociales associées pour favoriser la réduction des risques que peuvent rencontrer les personnes consommant de manière récréative et en milieu festif, nouvelle préoccupation des spécialistes de la prévention. Première ligne assure la coordination d'une action qui, après une année de fonctionnement, a reçu un accueil très favorable de la part des organisateurs de soirées et du public visé.

15 ans de travail, que cela soit sous la bannière du Groupe sida Genève ou de Première ligne, ont aussi été l'occasion de développer de nombreuses actions spécifiques : travail de rue, formation des usagers de drogues aux premiers secours et à la réanimation, approches thématiques sur des sujets les concernant, soins médicaux de premiers secours, prise en compte des spécificités genre (femmes – hommes), approche communautaire comme le ramassage de seringues, destinée à limiter certaines nuisances vécues par le voisinage, organisation de débats publics, prises de position sur des questions relatives à la gestion des drogues ou du VIH/sida dans notre pays.

Des résultats tangibles ont été atteints en quinze ans de lutte contre le sida, les hépatites, les overdoses, la solitude et l'exclusion sociale. Mais il reste encore beaucoup à faire, ici et dans le monde, pour que l'usage de drogue génère le moins de dégâts possibles.

Bilan encourageant

Les idées pour développer le travail de prévention et de soutien ne manquent pas : espaces adaptés aux personnes sniffant ou inhalant leurs substances, sensibilisation par les pairs avec implication marquée de certains usagers pour favoriser la convivialité du Quai 9, consultation juridique, consultation psychiatrique de premier recours complémentaire à la consultation médicale, logements et petits jobs adaptés aux consommateurs en situation précaire, renforcement des actions initiées dans le milieu festif. Les besoins sont nombreux. L'argent est un facteur limitant certaines possibilités de développements. Cela nous oblige constamment à réinterroger nos priorités, à étudier la meilleure manière de dépenser les deniers publics qui nous sont mis à disposition, même si nous craignons que la logique comptable prenne le pas sur les exigences de santé publique. Attention aux mauvais calculs !

première
ASSOCIATION GENEVOISE DE
RÉDUCTION DES RISQUES
LIÉS AUX DROGUES
ligne

6, rue de la Pépinière – 1201 Genève – www.premiereligne.ch – T. 022 748 28 78
BCG compte K 3279.09.07 – Tirage 3'000 ex.
Éditeur responsable Christophe Mani
Coordination Xavier Pellegrini textes@textes.ch
Création graphique a.bergerioux@bluewin.ch
Ont également contribué à ce numéro : Martine Baudin, Sibylle Monney, Emmanuel Ducret, Pierre-Yves Aubert et Olivier Righetti

Chronique

15 ans de politique de réduction des risques liés aux drogues à Genève

1982: Premier cas de sida à Genève

1985: Prévalence du VIH/sida de plus en plus importante parmi les usagers de drogues

1986: Recommandation du pharmacien cantonal pour la mise à disposition de seringues stériles aux usagers de drogues

Dès 1987: Impulsion des milieux VIH/sida pour la création d'une d'un programme spécifique d'échange de seringues

1991: Décision du conseil d'Etat concernant l'adoption d'une politique de réduction des risques et ouverture du Bus Itinérant Prévention Sida par le Groupe sida Genève, pour une période expérimentale de 2 ans

1992: Passage progressif de 5 à 2 emplacements pour le bus BIPS (Lacustre et Plainpalais). Objectif: être plus facilement repérable

Matériel distribué: seringues stériles, tampons désinfectants et post-injection, acide ascorbique pour dilution de l'héroïne brune, pommade désinfectante, préservatifs. Afin de favoriser la santé publique, la police et le Procureur général renoncent à amender les usagers sur simple présomption d'usage que représente la seringue. Les seringues ne seront dorénavant plus confisquées

1993: Début de la participation à la sensibilisation des différents corps de police à la réduction des risques, dans le cadre de la formation initiale et continue.

Édition du dépliant «Réduction des risques pour les personnes qui s'injectent des drogues», illustré par Exem

1994: Charte avec les pharmacies pour l'harmonisation de la mise à disposition de matériel d'injection

1995: Diminution de la fréquentation du BIPS. Distribution d'aluminium pour prise de contact avec consommateurs d'héroïne par inhalation. Augmentation de la consommation de benzodiazépines.

Motion du Grand Conseil pour un renforcement de la prévention, du traitement et de la réduction des risques. Démarrage du programme de prescription d'héroïne sous contrôle médical (PEPS)

1996: Inauguration en collaboration avec Aspasia, du Bus Boulevards pour les personnes qui consomment des drogues et se prostituent

«Qu'on nous fiche la paix. Après tout, nous ne faisons du mal qu'à nous-mêmes»

A travers trois questions, à demi mot et même ouvertement, des usagers évoquent leurs préoccupations : ne pas rester seul, sortir un jour de la dépendance, se protéger des maladies et diminuer les difficultés rencontrées chaque jour dans la rue.

Par *Sibylle Monney*
Collaboratrice Première ligne

Le BIPS, le Quai 9, le bus Boulevards ?

«Ces lieux m'apportent de la compagnie. Je viens pour parler un peu. J'ai ici du matériel propre, mais je viens aussi voir les gens, ceux qui y travaillent mais aussi ceux de la rue. D'ailleurs je n'ai pas tellement de connaissances autres que celles de la rue. Au BIPS, je m'arrête aussi discuter un peu. Au Quai 9 je fais le ramassage de seringues plusieurs fois par semaine, je me sens utile. J'aime bien ce boulot. C'est pas beau une aiguille qui traîne. Je passe de bons moments même si parfois c'est triste».

«J'ai commencé l'héroïne comme un anti-dépresseur. Je ne suis plus injecteur,

il m'a fallu plus de quinze ans pour m'en sortir. Aujourd'hui, ici, je peux encore voir des gens, des copains. Je suis venu pour boire un café et voir s'il y a deux trois têtes que je connais. Je viens une à deux fois par semaine».

«Je peux faire un shoot en sécurité, avoir du matériel propre et soigner mes petites plaies. C'est aussi un entourage important, je peux avoir un dialogue si j'ai des problèmes personnels. Ici on sait qu'on n'est pas les seuls dans cette galère».

« Je viens surtout voir d'anciens copains, et je peux avoir des seringues pas cher. Sinon, j'achèterais des boîtes flash à 3.50 et à ce prix là, je réutiliserais plusieurs fois mes seringues ».

Un coup de baguette magique et...?

«Je changerais mon état d'esprit, ne plus penser à ce produit mais à autre chose. Je voudrais bien trouver comment m'occuper. Je voudrais être comme avant, comme il y a 10 ans en arrière».

« Que la drogue cesse d'exister de toute la surface de la terre, les gars seraient obligés de décrocher, vraiment ».

«Que personne ne prenne de la drogue et que l'on ne soit plus en manque, que l'on soit heureux et bien, sans coup de booster, sans cette illusion».

«Je changerais beaucoup de choses. Tout d'abord la pression de la police dans la rue. Ensuite, je suis aussi contre la pénalisation

des drogues car les dealers s'enrichissent et l'on ne sais jamais ce que contient le produit qu'on nous vend».

Un message aux autorités politiques?

«Pour les jeunes, il faut bien les prendre en main et leur expliquer qu'une fois que l'on a touché à la drogue c'est très très difficile de s'en sortir. Mais pour les personnes adultes, je dirais qu'il faut que l'on nous fiche la paix. Nous ne faisons de mal qu'à nous-mêmes, c'est notre propre choix. J'ai 45 ans et je fais ce que je veux de ma vie. Ce qui n'est pas juste c'est qu'il n'y a pas d'endroit pour les sniffeurs et fumeurs».

«Je leur dirais de légaliser les drogues dures, qu'ils les donnent à la pharmacie

ou qu'ils les prescrivent. Ça couperait tout le trafic, il n'y aurait plus de zone et ça simplifierait bien les choses. Ce serait la meilleure solution».

«On a le droit de se «shooter» au Quai 9 mais si on se fait choper dans la rue avec un paquet on est sanctionné. Alors comment veulent-ils que l'on fasse? Qu'ils nous vendent eux-mêmes des «pacsons»! Je ne comprends pas. C'est bizarre».

«Que le produit puisse être vendu sous contrôle, en pharmacie, avec l'autorisation du médecin cantonal. Ceci nous permettrait de savoir ce qu'il contient. Ça éviterait aussi que des jeunes achètent de la dope n'importe comment ou n'importe où».

Boulevards : aider les usagers qui se prostituent à retrouver leur dignité

Beaucoup de consommatrices de drogues pratiquent la prostitution pour se procurer leur produit et sont confrontées à des clients qui refusent le préservatif. Nous les aidons à préserver leur santé dans une période de grande vulnérabilité.

par *Christophe Mani*
Directeur

L'usage de drogues peut mener certaines personnes à la prostitution. Dépendantes et contraintes de trouver de l'argent pour accéder aux substances qu'elles consomment, un moyen rapide (à défaut d'être facile) de s'en procurer est la vente de son corps.

Il n'est pas rare ces personnes fassent l'objet de pressions de la part de clients ne souhaitant pas utiliser de préservatifs lors des rapports sexuels. Les personnes se prostituant sont alors prises entre le besoin immédiat d'argent et la volonté de se protéger. Étant témoin des ces vulnérabilités, Aspasia et le Groupe sida Genève se sont unis pour ouvrir en 1996 un bus situé sur le boulevard Helvétique, plusieurs nuits par semaine.

Ces associations ont apporté leurs compétences propres et en ont développé de nouvelles au gré de l'expérience

acquise par leurs équipes de travail. L'objectif de Boulevards est de soutenir les personnes confrontées à cette situation, de les aider à limiter les risques qu'elles pourraient prendre tant sur le plan sexuel que de l'usage de drogues, de les renforcer dans cette exigence de prévention et de leur offrir écoute, accueil et chaleur humaine. Ce bus est souvent vu par les femmes qui le fréquentent comme une lumière dans la nuit et un outil contre la violence dans le contexte de prostitution.

Dix ans plus tard, Boulevards est toujours présent et a intégré quelques innovations. Le projet annuel de l'Aide suisse contre le sida «Don Juan» de sensibilisation en face à face des clients de prostituées à la prévention a été implanté il y a 8 ans à Genève en étroite collaboration avec Boulevards. Un travail de rue a été développé pour rencontrer des consommatrices qui se prostituent sans nécessairement fréquenter le

boulevard Helvétique. Enfin, un bus mobile est venu compléter en 2005 les actions du bus fixe situé au Boulevard Helvétique. Il permet de sillonner les lieux de prostitution et de s'installer deux nuits par semaine aux Pâquis (place des Alpes). Lors de ces permanences du mercredi et du vendredi, il est également très fréquenté par des femmes prostituées ne faisant pas nécessairement usage de drogues illégales.

Ces initiatives ont eu pour objectif de mieux tenir compte de l'évolution du contexte. Nous avons par exemple été alertés par les nombreux témoignages concernant les échanges de services sexuels, qui ne sont souvent pas considérés

comme de la prostitution par les femmes contraintes d'en pratiquer. En terme de prévention, les risques sont pourtant accrus, car le partenaire sexuel est davantage vu comme une connaissance que comme un client ou parce que le partenaire est lui-même le dealer qui maîtrise l'accès au produit convoité et qui peut dès lors poser ses exigences, comme celle de ne pas utiliser de préservatif.

C'est pourquoi il était nécessaire de se rapprocher du quartier Gare-Pâquis, plus proche du marché de la drogue. Il n'est en réalité pas toujours aisé d'y rencontrer les femmes concernées, car elles demeurent peu visibles et peu organisées.

La quantité de préservatifs mis à disposition a logiquement augmenté depuis la mise sur pied du bus mobile. A l'inverse, nous avons progressivement constaté une diminution du matériel d'injection stérile mis à disposition des femmes consommatrices de drogues par Boulevards.

En définitive, l'expérience nous montre que nombre de femmes consommatrices de drogues sont confrontées à un moment ou à un autre de leur parcours à la prostitution. Une fois engagées dans cet engrenage, l'estime de soi diminue et il devient difficile de refaire surface. Notre travail a justement pour objectifs de les aider à restaurer cette dignité.



Le Quai 9, un local d'injection mais aussi un lieu d'accueil

Découverte – La solitude et la précarité caractérisent de plus en plus les visiteurs du Quai 9. Celui-ci joue un rôle social important, largement méconnu.

Par Martine Baudin
Coordinatrice Quai 9

Sept heures par jour, 365 jours par an, le Quai 9 accueille une population en phase active de consommation de drogues.

Depuis son ouverture en décembre 2001, plus de 1'700 personnes sont venues nous solliciter et utiliser nos prestations.

Offrir un espace sécurisé pour des personnes s'injectant des drogues est l'une des prestations de cette structure, ce qui la différencie des autres actions de Première ligne.

Les cinq ans de fonctionnement l'ont toutefois parfaitement démontré: le Quai 9 est bien plus qu'une salle d'injection. Allier cet espace à une salle d'accueil est un choix de départ qui s'est révélé judicieux, nous permettant d'aborder le consommateur dans une vision globale et non uniquement par le seul biais de l'injection.

De 18 à 60 ans, des profils diversifiés, des trajectoires de vie et des provenances différentes bousculent nos représentations sur «LE» toxicomane, celui qu'on appelait «junkie». Il y a ceux qui ont une insertion dans la cité, un travail, une famille, des enfants, il y a ceux qui sont en recherche d'emploi, au bénéfice d'assurances sociales ou

clandestins... Autant de besoins exprimés que d'histoires différentes déposées auprès des intervenants du Quai 9.

Au démarrage, la majorité des utilisatrices étaient des personnes domiciliées à Genève, en Suisse ou bénéficiaient de permis d'établissement.

Pourtant, très vite une population d'origine étrangère, sans droits ou ayant perdu ses droits, en besoin de reconnaissance de sa consommation de drogues, est venue fréquenter notre structure avec des demandes de soins, de traitement. Depuis fin 2002, nous recevons une population géorgienne et des Pays de l'Est pour laquelle nous avons mis en place des moyens spécifiques, afin de l'accueillir dans les meilleures conditions: traduction de nos règlements, travail avec un médiateur géorgien, autant de moyens qui nous ont permis de créer et de préserver un lien.

Dès 2004, nous avons vu émerger une nouvelle population qui jusqu'alors fréquentait relativement peu le Quai 9: les consommateurs inhalant et sniffant l'héroïne et/ou la cocaïne.

Malgré le fait que nous ne pouvons pas encore proposer d'espace de prévention incluant la possibilité d'inhaler ou de

...J'Y VAIS AUSSI POUR DISCUTER



...T'AS QUELQUE CHOSE ?
...T'AS QUELQUE CHOSE ?
T'AS QUELQUE CHOSE ?
T'AS QUELQUE CHOSE ?



MIX & REMIX

sniffer des psychotropes, les usagers sont arrivés en grand nombre. Une population de jeunes adultes (18-25 ans), en besoin d'écoute, de liens et en relation avec leurs difficultés de consommation.

Certains sont dans une situation socio-sanitaire de plus en plus précarisée, sans domicile fixe. Des jeunes «voyageurs» se sont également installés à Genève, dans du «provisoire» qui dure ...

Solitude et précarité

Le Quai 9, lieu de prévention et de réduction des risques liés à l'usage de drogues, lieu de rencontre, lieu de référence, lieu pour des liens sociaux ...

Aujourd'hui, à fin 2006, et malgré la diversité des situations des usagers de

drogues que nous recevons quotidiennement, l'un de nos constats majeurs est le désœuvrement, la solitude et la précarité de nombreux usagers. Certes, ils ont besoin d'accéder à des soins, à des traitements, à nos prestations de prévention et de réduction des risques, mais ils ont aussi besoin de trouver une place à part entière dans notre cité et plus largement dans notre société, avec leur statut visible ou non d'usagers de drogues, ayant des consommations régulières, occasionnelles, gérées «plus ou moins bien ou plus ou moins mal».

Notre travail doit continuer à s'affiner, nos moyens ainsi que nos prestations doivent être novateurs, afin d'éviter notamment une trop grande péjoration des situations. Toutefois, et

au-delà de la question déjà complexe de la réinsertion professionnelle, se pose à nous la question de la «condition humaine» des usagers de drogues, au même titre d'ailleurs que pour d'autres populations en difficultés comme celle des jeunes adultes en rupture sociale et professionnelle, des «sans papiers» ou celle atteinte de troubles psychiques par exemple.

La valeur «travail» a bien changé, elle doit être réinventée sous différentes formes, la notion de norme et de marge doit être réinterrogée, la question de la responsabilité individuelle et collective doit être constamment reposée, tant auprès des usagers de drogues eux-mêmes que de la population au sens large du terme, des autorités et des collectivités publiques.

«Nuit blanche ?» est sur les rails. Premières expériences en milieu festif

Soirées – Première ligne coordonne cette nouvelle action visant à toucher les consommateurs occasionnels de cocaïne et d'alcool.

par Christophe Mani
Directeur

La réduction des risques ne concerne pas uniquement les usagers de drogues dépendants. La consommation dite récréative et en milieu festif représente véritablement un nouvel enjeu de santé publique. La banalisation de l'usage de la cocaïne, la forte consommation d'alcool parmi les jeunes, la polyconsommation de substances légales et illégales sont autant de phénomènes qui inquiètent les acteurs de prévention. C'est pourquoi dix institutions

se sont associées pour initier «Nuit Blanche?» en 2005.

Cette action, coordonnée par Première ligne, a bénéficié d'un excellent accueil de la part des personnes concernées et de la part des clubs ou organisateurs d'événements festifs divers. Plus de 1200 personnes ont été touchées.

Parmi elles, 40 % des 200 personnes qui ont accepté de remplir un questionnaire (moyenne d'âge de 24,8 ans) ont consommé de la cocaïne au moins une fois dans leur vie, dont 16 % dans le dernier mois, ce qui est un taux assez impressionnant, même si

cette consommation reste souvent occasionnelle. La cocaïne vient toutefois assez loin derrière le trio alcool, tabac et cannabis (55% durant le dernier mois), mais devance assez largement l'usage des drogues dites de synthèse (ecstasy, GHB...).

Ces chiffres montrent bien la nécessité d'établir le contact avec des personnes qui ne vont en général pas consulter les institutions d'aide tant qu'elles ne sont pas confrontées à un usage estimé problématique. Le milieu festif est un support intéressant pour établir ces contacts.

Il s'agit pour les intervenants de répondre aux interrogations des

personnes rencontrées et de favoriser l'accès à une information la plus objective possible sur les conséquences des produits consommés, de soutenir les personnes dans la réduction des risques encourus, de favoriser l'accès aux structures de soutien, ainsi que de sensibiliser les organisateurs de soirées au rôle préventif privilégié qu'ils peuvent exercer. Le fait d'associer dans un même stand alcool, drogues illégales et prévention sexuelle est une porte d'entrée idéale pour susciter le dialogue. Le site www.nuit-blanche.ch et des panneaux informatifs à apposer dans les clubs sont venus compléter les actions

1996: Développement du travail de rue et de formation des usagers aux premiers secours et à la réanimation

Augmentation de la consommation de cocaïne par voie intraveineuse – Installation du marché de la cocaïne dans le secteur de la Gare.

Protocole dans le cadre des établissements publics médicaux et pénitentiaires, garantissant l'accès au matériel d'injection stérile

1997: Inauguration d'un nouveau bus BIPS. Déplacement de l'ensemble du marché du secteur Molard-Fusterie vers le secteur Gare.

Rejet par la population de l'initiative «Jeunesse sans drogue» qui mettait en péril la réduction des risques

1998: Précarisation des conditions d'injections pour les utilisateurs de cocaïne et péjoration concernant les seringues qui traînent, malgré un taux de retour de plus de 80%. Déplacement du BIPS dans le secteur de la Gare avec augmentation immédiate de sa fréquentation

1999: Possibilité d'obtention d'un kit d'injection aux urgences des HUG la nuit, sur impulsion du GSG. Participation à la campagne de prévention de l'OFSP sur l'hépatite C.

Vulnérabilité des femmes consommatrices: nombreux échanges de services sexuels sans garantie d'utilisation du préservatif. Mise en route de Don Juan par l'ASS, éducation en face à face des clients de prostituées

Dépôt par le Groupe sida Genève d'un projet de lieu d'accueil spécifiquement destiné aux usagers de drogues, avec espace d'injection. Accueil prudent de la part des autorités.

2000: Brochure «Qui s'y frotte ne s'y pique pas forcément» à l'usage de corps de métiers rencontrant des difficultés avec des personnes consommant des drogues. Financement par l'OFSP, avec édition en trois langues.

Diminution des horaires du bus Boulevards à 3 nuits au lieu de 4, pour développer d'autres activités de rue spécifiques aux femmes.

Adoption par le Grand Conseil d'une motion des Verts pour l'ouverture urgente d'un lieu d'accueil avec possibilité d'injection.

2001: Décision du Conseil d'Etat pour l'ouverture d'un espace d'accueil avec possibilité d'injection. Ouverture du Quai 9

2002: Forte augmentation de la distribution de seringues depuis l'ouverture du Quai 9.

Organisation de soirées «voisinage» pour trouver des solutions communes. Ramassage de seringues par des usagers de prévention communautaire

2003: Le Conseil d'Etat donne son accord pour la poursuite des activités du Quai9, avec élargissement des horaires et ouverture à terme d'un deuxième lieu d'injection avec inhalation. Les finances publiques ne permettent pas d'aller de l'avant.

Introduction du «kit sniff» au BIPS comme alternative à l'injection et pour entrer en contact avec d'autres consommateurs.

Édition du journal «Quoi de neuf au Quai9?» destiné au voisinage. Mise sur pied d'une formation pour les concierges et professionnels.

2004: Le secteur réduction des risques du Groupe sida Genève se constitue en association; naissance de Première ligne.

Inauguration du poste de police de Cornavin et pression pour «nettoyer» la gare. Inquiétude du Procureur général quant au deal constaté à proximité: le Quai 9 ne doit pas devenir une zone de non-droit.

Le Conseil national refuse l'entrée en matière sur la Révision de la LStup. Frein à la politique pragmatique menée en Suisse.

2005: Inauguration d'un bus Boulevard mobile pour rencontrer les personnes prostituées également dans le quartier de la Gare-Pâquis.

Initiation de «Nuit-Blanche?», action pluri-institutionnelle de réduction des risques liés aux drogues consommées en milieu festif - Partenariat avec les clubs et organisateurs de soirées.

Engagement à titre d'essai, d'un agent de sécurité au Quai9, pour faire face à une montée de violence et de deal.

Édition de «Première ligne», succédant à «Quoi de neuf au Quai9».

Sédentarisation du BIPS avant l'acquisition d'un nouveau véhicule.

L'accueil passe par le «genre»: Après le moment femmes existant depuis l'ouverture du Quai 9, création du Group'hommes. Création du Conseil consultatif des usagers de Première ligne.

2006: Nouvelles infections au VIH parmi les usagers de drogues, en particulier des personnes en situation de précarité importante.

La Commission mixte en matière de toxicomanies, créée en 1980, devient la commission consultative en matière d'addictions.

Inauguration du nouveau bus BIPS marquant également 15 ans de réduction des risques à Genève.

... avec nos remerciements à toutes les personnes et institutions qui se sont mobilisées avec nous.

Pour réduire les risques liés aux drogues, La Suisse a su se montrer audacieuse

Analyse – Dans la foulée des agglomérations alémaniques, Genève a mis en place il y a quinze une politique pragmatique qui a porté ses fruits.

par Christophe Mani
Directeur

C'est en 1991, qu'une politique des drogues incluant la réduction des risques était officiellement adoptée par le Conseil d'Etat et donnait enfin le feu vert au démarrage du Bus itinérant prévention sida du Groupe sida Genève.

Le développement du sida et l'inquiétude de la population ont été les déclencheurs de cette nouvelle politique, bien davantage que les hépatites et les overdoses qui faisaient pourtant déjà des dégâts irréversibles parmi les usagers de drogues.

Mettre en place des mesures de réduction des risques n'a pas été facile, tant à Genève où il a fallu quatre ans de négociations entre milieux associatifs et autorités ou ailleurs en Suisse et dans le monde. Les précurseurs ont été les Hollandais et les Britanniques, dont le pragmatisme a permis de très rapidement prendre la mesure du problème. En Suisse, la «barrière de röstli» a longtemps prévalu, puisque les grandes villes alémaniques ont été les premières à réagir, d'abord par des initiatives associatives et par la suite avec le soutien des autorités (création du premier local d'injection à Berne en 1986, soit 15 ans avant Genève).

Souvent considérée comme audacieuse, la Suisse a tenu un rôle important sur l'échiquier international, autant grâce à la société civile qu'au courage politique d'anciens Conseillers fédéraux, Conseillers d'Etat, parlementaires et autres élus qui n'ont pas hésité à s'engager en faveur de la santé publique. Ce sont bien sûr les nombreuses innovations développées qui ont caractérisé cette politique, mais également et surtout la cohérence du modèle adopté. Même si de nombreux pays ont progressivement pris des mesures de réduction des risques (la mise à disposition de seringues stériles pour les usagers de drogues est universalisée), le débat reste aujourd'hui très ouvert.

Notre vision de la réduction des risques est la suivante: la consommation de drogues fait partie intégrante de notre société, qu'on le veuille ou non. Il s'agit d'en limiter les conséquences

négatives, sans exercer de regard moral dans la relation établie avec les personnes concernées. Dans cet esprit, il est nécessaire de tenir compte de la situation de chaque personne et de lui fournir des prestations adaptées à sa réalité. Le regard est ainsi porté sur sa situation de vie actuelle, avant d'en exiger des changements. La personne est acceptée dans sa dépendance, même si s'en libérer peut rester un objectif à plus ou moins long terme.

Il s'agit d'une approche pragmatique, soucieuse de la dignité des personnes et refusant les attitudes moralisatrices.

En 15 ans, les mesures de réduction des risques se sont succédées à Genève: élargissement de la mise à disposition de seringues stériles, augmentation du nombre de cures de méthadone, remise de matériel stérile à l'hôpital et en milieu pénitentiaire, prescription d'héroïne sous contrôle médical, prévention auprès des personnes qui consomment des drogues et se prostituent ainsi qu'auprès de leurs clients. Ces initiatives se sont toutes développées dans l'idée de favoriser le maintien en santé d'une population très vulnérable et de favoriser le contact avec des personnes sou-

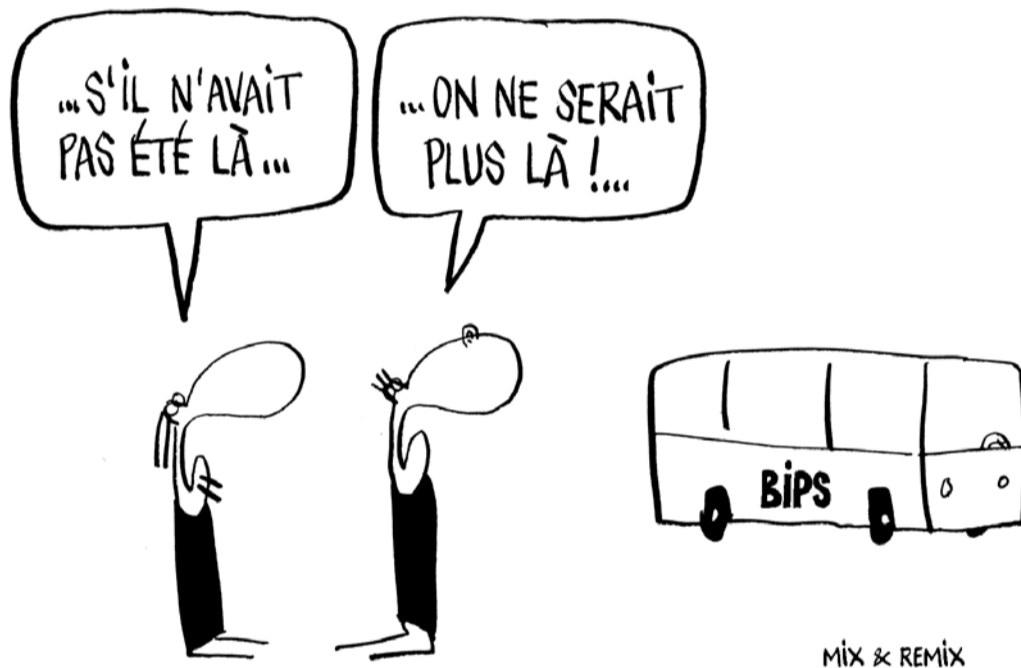
vent inconnues des services de soins; et le cas échéant de les aider à accéder à ces services et aux thérapies. Ces mesures ont une constante: aider la personne à faire des choix, tout en respectant sa situation.

Ces initiatives ont-elles porté leurs fruits? C'est parmi les usagers de drogues que la lutte contre la transmission du VIH/sida s'est avérée la plus efficace. Les overdoses ont diminué massivement par rapport à la décennie précédente, le problème de l'hépatite B est sous contrôle. Reste l'hépatite C: les résultats ne sont assurément pas encore à la

hauteur des espérances. La prévalence des infections dans cette population reste très importante, d'autant que ce virus se transmet très facilement en cas de partage de matériel d'injection.

Sur le plan de l'intégration sociale, la situation des usagers de drogues et les mesures développées ont obligé notre société à s'interroger sur la place qu'elle réserve aux personnes dépendantes, entre rejet et acceptation. Néanmoins, la situation de vie de nombreux usagers de drogues illégales reste préoccupante.

Sur le plan politique, la Réduction des risques est bien acceptée à Genève et en Suisse. La réflexion qu'elle a suscitée a aussi contribué à alimenter les interrogations quant à l'opportunité de modifier la Loi sur les stupéfiants (LStup). Si tout le monde s'accorde à dire qu'elle n'est aujourd'hui plus adaptée à la réalité, les parlementaires fédéraux ne se sont pas risqués à la modifier. Toutefois, le nouveau modèle proposé en 2005 par la Commission fédérale pour les problèmes liés aux drogues trouve un large écho parmi les spécialistes. Ce modèle tend à ne plus faire de distinction entre drogues légales et illégales, mais bien plus entre les usages peu problématiques, problématiques et les dépendances, ce qui correspond totalement à la logique de réduction des risques.



Les confessions d'un bus nommé BIPS

Récit – Tout beau, tout neuf, le Bus d'information et de préservation de la santé peut retrouver sa mobilité. Il raconte sa vie!

Par Emmanuel Ducret
Coordonnateur des bus BIPS et Boulevards

Lundi 30 octobre 2006, parking de la Place de la Tour de l'île, il est presque 18h. et mon moteur frémit à l'idée de retrouver tout prochainement sa mobilité.

Quotidiennement et ce depuis 15 ans maintenant, mon compteur avale les kilomètres, sillonnant Genève, de part et d'autres de ses rives, à la rencontre des usagers de drogues. Afin de me trouver au plus proche de leur quotidien, au plus près de leurs réalités!

J'ai endossé un nouveau

costume. C'est la troisième fois que l'on me pare de nouvelles couleurs, que l'on m'habille de nouveaux logos. Mon enveloppe s'est modifiée, mais mes objectifs restent les mêmes. Jonction entre la rue et l'institutionnel, je suis une structure sans grande contrainte d'accessibilité, il suffit de gravir quelques marches pour s'adresser à moi...

Mon nom, Bus itinérant prévention sida a également changé, je reste le BIPS mais je me définis autrement: le Bus d'information et de préservation de la santé. La prévention du sida reste bien sûr une de mes priorités, mais

cette nouvelle appellation permet d'illustrer un travail qui dépasse cette seule problématique. Pouvoir prendre en compte la dimension complexe et variée de l'usage de drogues: hépatites, overdoses, sniff et inhalation de produits, hébergement, précarité.

Je reçois chaque soir de l'année une population diversifiée: usagers de drogues par voie intraveineuse, consommateurs inhalant ou sniffant leurs substances, personnes demandeuses de préservatifs ou encore personnes bénéficiant de l'oreille attentive qui leur est prêtée. Ce soir encore, ce sont plus de 60 à 80 visiteurs qui béné-

ficièrent de mes services: accueil, écoute, matériel d'injection stérile, préservatifs, soins, orientation vers les structures sociales et de santé.

Mon intérieur est plein de vie. Il se remplit et se vide de matériels, on y vient pour échanger des paroles, déposer des rires et des larmes.

Même si la pertinence de mes services n'est plus à démontrer après 15 ans de bons et loyaux services, le chemin semble long afin que les usagers de drogues, en tant que citoyens, puissent faire valoir leurs droits et leur parole. Je prends maintenant congé de vous mais souhaitez-moi bonne route!